

## Zoi Konstantopoulou: l'euro est devenu «un instrument de chantage»

Plusieurs personnalités européennes sont à Madrid samedi 20 et dimanche 21 février pour le deuxième sommet du « plan B ». Parmi elles, Zoi Konstantopoulou, qui fut présidente du parlement grec de janvier à juillet 2015, avant la mise à l'écart de l'« aile gauche » de Syriza. Cette avocate de profession, élue pour la première fois députée Syriza en 2012, a notamment œuvré à la tête de la Vouli pour le lancement d'un audit sur la dette publique grecque. Lors des élections législatives anticipées de septembre dernier, en froid avec le parti, elle se présente comme candidate indépendante avec Unité populaire, qui rassemble les élus « frondeurs » de Syriza. Mais ce dernier ne parvient pas à dépasser le seuil des 3 %, et Zoi Konstantopoulou n'est pas réélue. Après sa participation au premier sommet du plan B, à Paris fin janvier, elle a répondu à nos questions sur les ambitions de cette initiative européenne. L'occasion, aussi, de revenir sur le revirement, cet été, du gouvernement Tsipras et les orientations prises par l'exécutif grec depuis septembre.

**Vous serez à Madrid ce week-end pour le deuxième sommet du « plan B », après le premier qui s'est tenu à Paris en janvier. Quelles conclusions tirez-vous de la première réunion, à laquelle vous avez assisté, en présence de Jean-Luc Mélenchon ?**

**Zoi Konstantopoulou :** Le plan B met l'accent sur la démocratie et la souveraineté du peuple. Nous pensons qu'il est urgent de se coordonner avec les mouvements sociaux et les autres forces politiques qui partagent nos idées afin de conduire l'Europe vers la prospérité et en particulier celle des jeunes générations. À Paris, fin janvier, nous nous sommes réunis pendant deux jours et nos débats ont montré de façon limpide qu'il y a des alternatives à l'Europe de l'austérité, à ce totalitarisme économique dont nous avons été victimes ces dernières années.



Zoi Konstantopoulou à Athènes pendant la campagne électorale de septembre 2015 © Amélie Poinssot

Les défis d'aujourd'hui dépassent la géographie politique traditionnelle. Ils touchent le cœur des sociétés. La gauche doit assumer sa responsabilité vis-à-vis de l'avenir et se transformer en une force innovatrice et radicale pour mettre en œuvre ces alternatives.

### **Quelles sont ces alternatives ?**

D'un point de vue politique, l'alternative doit être démocratique. Il faut que les mandats des élus soient respectés. Il nous faut un système économique qui suive le politique et non l'inverse. L'économie n'a pas à contraindre le politique.

L'alternative, en outre, doit mettre l'accent sur la justice sociale et la justice en général. Il faut se tourner vers ces jeunes citoyens aujourd'hui marginalisés alors que leurs connaissances, leurs idées pourraient précisément être un instrument de revitalisation pour l'Europe.

### **Cela passe-t-il par l'abandon de l'euro ?**

Selon moi, la monnaie n'est pas la question. La monnaie, ce n'est qu'un moyen, un instrument pour aboutir à la prospérité des citoyens, hommes et femmes, afin qu'ils aient une vie digne et respectueuse des droits de l'homme.

Ce que l'on constate en Europe depuis 2013, avec le premier chantage économique exercé contre Chypre, c'est que l'euro devient un instrument, non pas de prospérité, mais de chantage et de misère. Il est inconcevable qu'une monnaie soit transformée en arme contre une population qui revendique son choix de la liberté et de la démocratie. C'est une stratégie de guerre qui utilise les banques comme instrument. Ce qui s'est passé l'été dernier avec le peuple grec, c'est qu'on lui a adressé un chantage en

lui imposant un choix entre l'euro et la démocratie – qui est pourtant un acquis politique de l'Europe. Ce type de chantage démolit l'idée de l'Europe unie, il faut y répondre avec détermination : il faut impérativement renverser cet autoritarisme monétaire destructeur pour le peuple européen. L'euro ne doit pas être dans une hiérarchie politique, il doit permettre à une politique démocratique de se dérouler.

**Pourquoi ne vous êtes-vous pas rendue à Berlin le 9 février pour le lancement du nouveau mouvement européen autour de Yanis Varoufakis ? Vous partagez pourtant avec l'ancien ministre des finances le même constat lorsque vous vous êtes écartés du gouvernement Tsipras après le référendum de juillet...**

L'[initiative de Yanis Varoufakis](#) et la nôtre ne sont pas concurrentes du tout. Toutes les initiatives dont le but est de démocratiser l'Union européenne et les États membres sont bonnes. D'ailleurs, nous avons signé ensemble, en septembre, [l'appel pour un plan B en Europe](#). Le sommet de Paris était le premier pas qui faisait suite à cet appel. Le deuxième pas se déroule donc à Madrid ce week-end, et Varoufakis sera cette fois-ci à nos côtés. Nous sommes en bons termes, tout en sachant que nous ne coïncidons pas sur tous les sujets.

## **Une trahison du peuple et de la gauche**

### **Quelles sont vos divergences politiques ?**

Je préfère ne pas parler de divergences. Le but, c'est que ces initiatives convergent à l'avenir.

Pour moi, ce qui est important, c'est la souveraineté populaire. Il faut que, au sein de l'UE, une vraie démocratie s'exerce pour les peuples européens, il faut rétablir la souveraineté du peuple et sa représentativité au sein des institutions européennes. Aujourd'hui, l'Union est gérée par des instances qui n'ont aucune légitimité démocratique.

### **Comment rétablir cette souveraineté ?**

Il faut commencer par mettre en place des procédures de transparence et de responsabilité dans le fonctionnement des institutions européennes. Ces dernières doivent rendre compte de ce qu'elles font et décident, trop de choses restent complètement dans l'ombre aujourd'hui. C'est le cas notamment pour la Banque centrale européenne (BCE) et la Commission. Je pense également que nous devrions renforcer le rôle du parlement, qui reste décoratif pour l'instant. Et il faudrait davantage de participation des citoyens aux décisions prises par les institutions. On pourrait imaginer par exemple la mise en place de référendums sur les questions qui concernent les peuples européens.

Trop souvent, le peuple n'a aucune information sur les paramètres des décisions qui sont prises. La BCE par exemple ne fait aucun compte-rendu de ces réunions, ni au grand public, ni même aux gouvernements ! Le parlement de son côté vote la plupart du temps en l'absence de débat avec les citoyens, qui sont très peu informés.

### **Comment avez-vous vécu le revirement du premier ministre Alexis Tsipras, cet été à Bruxelles ?**

Alexis Tsipras n'avait pas le droit de violer et de contourner un mandat populaire qui était pourtant très fort et très clair. Le peuple grec s'était prononcé en toute lucidité, il avait clairement rejeté les politiques d'austérité. Tsipras avait comme devoir de répondre à ce mandat pour lequel Syriza avait été élu. Les Grecs avaient ensuite dit massivement « non » à la question de poursuivre l'austérité, posée par le référendum... Mon interprétation est que Tsipras pensait qu'ils allaient voter « oui » et qu'il n'avait proclamé ce référendum que pour le perdre et s'abriter derrière le nouveau mandat. Mais c'est le contraire qui s'est passé ! Alors que j'avais cru au départ aux motivations démocratiques de Tsipras lorsqu'il a convoqué le référendum – à ce moment-là, je faisais partie des personnes qui le défendaient

le plus ! –, je suis maintenant convaincue qu'il s'était mis d'accord avec les créanciers avant même son arrivée au pouvoir... Le revirement de juillet n'est pas tant une capitulation selon moi qu'une trahison du peuple et de la gauche.

À présent, nous avons un gouvernement issu des élections de septembre qui met en œuvre une politique néolibérale. Il poursuit la privatisation d'entreprises et de biens publics, le soutien aux banques, et les attaques contre les plus défavorisés : les Grecs surendettés n'ont désormais plus la garantie de pouvoir conserver leur logement, et [la réforme en cours des retraites](#) va instaurer des pensions très basses, à 384 euros par mois, c'est-à-dire la moitié du niveau de pauvreté. C'est la 12<sup>e</sup> coupe dans les retraites depuis 2010 ! Le gouvernement Tsipras met en œuvre tout ce que les gouvernements PASOK [*socialistes – ndlr*] et ND [*Nouvelle Démocratie, droite conservatrice – ndlr*] n'ont pas réussi à faire passer...

## **Lire aussi**

Le problème, c'est que [ces élections législatives anticipées, en septembre](#), étaient inconstitutionnelles. Elles ont été proclamées dans un délai extrêmement court, du jamais vu en quarante ans. Elles ont été décidées avec le président de la République et les créanciers sans que le parlement lui-même n'en soit averti ! Moi qui étais présidente du parlement, je l'ai appris dans les médias... Par ailleurs, près de la moitié des électeurs ne se sont pas rendus aux urnes, et 2,5 % des électeurs ont voté blanc ou nul. Résultat, Tsipras ne représente en réalité que 36 % des votants et 18 % de l'électorat dans son ensemble, c'est 350 000 voix de moins qu'en janvier 2015.

En réalité, ces élections ont été organisées pour écarter du parti les députés qui résistaient au diktat des créanciers. On ne peut pas les utiliser pour dire que le peuple aurait légitimé le chantage de Bruxelles. Les Grecs ne soutiennent d'ailleurs pas massivement ce gouvernement. Il y a eu de nombreuses manifestations depuis septembre.

**Pourtant, l'aile gauche de Syriza qui a fait scission cet été n'a obtenu aucun siège à la Vouli... La gauche qui proteste semble en minorité aujourd'hui.**

Ceux qui résistent au 3<sup>e</sup> mémorandum ne sont pas une minorité. Le parti Unité populaire, avec lequel j'ai fait campagne en septembre en tant que candidate indépendante, n'est pas le seul à critiquer la politique du gouvernement. Nous partageons avec eux et avec d'autres une même volonté de résister et de rétablir la démocratie en Grèce et en Europe. De mon côté, je suis en contact permanent avec des collectifs sociaux et culturels qui font bouger les choses. Je suis aussi très présente dans les secteurs professionnels touchés par les prochaines mesures d'austérité. Et puis nous continuons notre combat pour [l'audit de la dette grecque](#). Le nouveau président de l'assemblée a en effet retiré notre rapport du site officiel du parlement et une décision unilatérale a déclaré que nos travaux étaient terminés. Or notre audit n'était pas fini, il était prévu une deuxième phase d'étude après l'été ! Les serrures du bureau du comité d'audit au parlement ont en outre été changées et nous n'avons plus accès du tout à nos dossiers... C'est une attaque directe, qui révèle que le gouvernement actuel ne veut plus entendre parler des engagements électoraux de janvier 2015.